

En Région bruxelloise, une personne sur quatre vit sous le seuil de pauvreté

L'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale publie ce mercredi son « Baromètre social » bisannuel. Et les indicateurs sont au rouge. Pire ! Les facteurs qui, en se conjuguant, renforcent le risque de précarité, se détériorent également.

PASCAL LORENT
AZAD YAGIRIAN (ST.)

Je suis au chômage depuis un peu plus d'un an, explique Nadia. Avant, je travaillais dans le nettoyage, avec des petits contrats. Ce n'était pas stable, mais au moins, je travaillais. » Dans son appartement vétuste de Saint-Josse, cette maman solo égrène les jours avec ses deux enfants âgés de 15 et 11 ans. Elle incarne cette part de la population qui s'accroche, se bat mais cumule les handicaps qui font que la Région s'enlise, comme le montre le nouveau « Baromètre social » rédigé par l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale.

La jeune femme est arrivée de Tunisie voici pile dix ans, le 9 avril 2016. Une trajectoire qui illustre une des spécificités de la Région-Capitale. « Bruxelles connaît des flux migratoires importants car elle est une capitale à forte articulation internationale », explique Marion Englert, collaboratrice scientifique auprès de l'Observatoire social et coordinatrice du Baromètre 2025. « Elle concentre une immigration pauvre et une autre, plus favorisée. Et le solde migratoire s'est encore accentué avec l'arrivée des Ukrainiens en 2022. » Ce qui explique en partie un renouvellement accru de la population régionale : « Au 1^{er} janvier 2024, seulement 60 % des habitants qui composent la Région bruxelloise étaient déjà présents en 2014 », lit-on dans le document. La population y est également plus jeune qu'en Wallonie et en Flandre, même si le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans devrait augmenter de 13 % d'ici à 2034.

Entre une immigration qui reste pauvre et une autre aisée mais ne payant pas d'impôts (les fonctionnaires européens, les diplomates étrangers), la capitale affiche un revenu imposable moyen largement inférieur à la moyenne nationale. En 2000, il était inférieur de 10 % à celui de la Belgique ; en 2022, l'écart atteignait 20 %. « La part de la population vivant dans un ménage avec un revenu total net imposable nul est nettement plus importante en Région bruxelloise qu'à l'échelle de la Belgique », pointe le rapport devenu bisannuel.

La pauvreté monétaire y est désormais criante : sur base des revenus disponibles de 2023 (recueillis lors de l'enquête EU-SILC 2024), 26 % de la population bruxelloise vit avec un revenu inférieur au seuil de risque de pauvreté, contre 8 % en Flandre, 13 % en Wallonie et 11 % en Belgique, signalent les auteurs du Baromètre social. « Ce pourcentage élevé de personnes en pauvreté dans la Région reste relativement stable depuis une vingtaine d'années », y lit-on encore, ce taux oscillant entre 23 et 35 % selon les années. Et une personne sur cinq environ y vit d'une aide sociale ou d'un revenu de remplacement.

Un risque de pauvreté de 60 % pour les chômeurs

La nature de ces ressources tend toutefois à évoluer : le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS) a explosé (+66 %) entre janvier 2013 et janvier 2025, tandis que celui des personnes percevant une allocation de chômage ou d'insertion a chuté de 35 % sur la même période. Et chez les 18-24 ans, le mouvement est encore plus marqué puisque le nombre de bénéficiaires du RIS a doublé dans cette tranche d'âge. Une évolution qui s'explique partiellement par la présence d'une population estudiantine dans la



capitale – certains étudiants sollicitent une aide sociale dans la commune de leur kot plutôt que dans celle où résident leurs parents – mais surtout, rappelle Marion Englert, par la réforme des allocations d'insertion entrée en vigueur en 2015, l'allongement du stage d'insertion et les sanctions pour non-disponibilité dans la recherche d'un emploi.

Bruxelles ne s'appauvrit pas, elle s'enfonce. Car elle cumule les handicaps qui, en s'associant, renforcent la précarité. Dont l'emploi. La Région bruxelloise compte ainsi 820.725 postes de travail occupés « mais la moitié sont pourvus par des navetteurs de Flandre ou de Wallonie », signale le rapport. Or la pauvreté et la position sur le marché du travail vont de pair : « Le taux de risque de pauvreté des chômeurs (60 %) est nettement supérieur à celui des travailleurs (9 %) en Région bruxelloise », où il est plus élevé, toutes catégories confondues, que dans les deux autres Régions du pays.

Le surpeuplement, facteur aggravant

Résultat : un cinquième de la population locale vit dans un ménage à faible intensité de travail, comme celui de Nadia et de ses enfants. « La moindre offre, je la regarde », assure-t-elle en pointant son ordinateur posé sur la table de la pièce de séjour. « Je consulte les annonces plusieurs fois par jour, même. Et j'essaie de postuler, peu importe le domaine. Il faut bien payer ses factures, vous savez ! Mais ce n'est pas facile : on demande de l'expérience, la connaissance de la langue et beaucoup d'autres choses... » Mais être une mère célibataire n'aide pas : le taux d'emploi d'un parent isolé est de 11 % à Bruxelles. Et lorsqu'elles sont à l'emploi, les femmes occupent deux fois plus souvent un travail à temps partiel.

Ce qui frappe également en Région bruxelloise, c'est le grand écart des titres scolaires, avec une surreprésentation des personnes faiblement et hautement diplômées. Ainsi un Bruxellois sur cinq en âge de travailler (25-64 ans) est titulaire, au mieux, d'un diplôme du secondaire inférieur. Et l'enseignement profession-

Bruxelles ne s'appauvrit pas, elle s'enfonce. Car elle cumule les handicaps qui, en s'associant, renforcent la précarité. © LE SOIR

nel, autre voie vers l'emploi, souffre d'un déficit de diplomation : 12 % de cette même tranche d'âge disposent d'un titre de fin de secondaire professionnel, contre 30 % en Flandre et 26 % en Wallonie. Une filière qualifiante où 53 % des élèves présentaient un retard scolaire d'au moins deux années à Bruxelles en 2023-2024 (contre 17 % pour l'ensemble des élèves bruxellois). Et durant l'année scolaire précédente, 21 % des Bruxellois inscrits dans le secondaire totalisaient au moins neuf demi-jours d'absence injustifiée, contre 14 % en Flandre et 15 % en Wallonie.

55.572 demandes de logement social en attente

Le logement n'est pas étranger à ce décrochage : à Bruxelles, trois personnes sur dix (30 %) vivent dans une situation de surpeuplement dans leur habitation, tandis qu'une sur quatre (24 %) réside dans un domicile présentant des défauts importants. « A la maison, ce n'est pas facile pour travailler », confie Yanis (15 ans), le fils aîné de Nadia. « Il y a toujours du bruit, avec mon frère qui regarde la télé ou maman qui parle. » Et la chambre qu'il partage avec son frère n'est pas non plus un havre de calme. « Parfois, je vais à la bibliothèque pour travailler. Mais ce n'est pas toujours possible. » Son petit frère, Imran (11 ans), compare sa situation à celle de ses amis qui disposent parfois d'une chambre avec un bureau et de l'aide de leurs parents. « J'aime bien l'école », explique-t-il. « Mais parfois, je ne comprends pas tout. Je demande à maman de m'aider

mais elle ne peut pas toujours. » « Je fais ce que je peux mais ce n'est pas évident pour moi non plus », rougit leur mère.

« Le logement est un facteur aggravant de la précarité », insiste Marion Englert, pointant par ailleurs une géographie bruxelloise contrastée, avec une pauvreté concentrée sur certaines communes (Molenbeek, Saint-Josse, Anderlecht, notamment) et « un déplacement du croissant pauvre vers les communes de la deuxième couronne du Nord-Ouest (Ganshoren, Berchem-Sainte-Agathe) où les revenus ont tendance à baisser ». Dans certains quartiers, comme en bordure du canal à Molenbeek, les données, fiscales notamment montrent une évolution de la population.

« Ici aussi, le quartier change », glisse Nadia en observant par la fenêtre. « Il y a de nouveaux logements. C'est plus moderne. Mais je suis consciente que ce n'est pas pour nous. » Son loyer, lui, grimpe « doucement mais quand même ». Elle le reconnaît : « On reste ici parce que c'est ce qu'on peut se payer. »

« L'évolution de la Région n'est pas rassurante car plusieurs points se dégradent », s'inquiète Marion Englert. « Le nombre de bénéficiaires du RIS, de ménages sur une liste d'attente d'un logement social (55.572 demandes, NDLR), de sans-abri... Et la baisse du taux de risque de pauvreté est à relativiser car les intervalles (la marge d'erreur, NDLR) se chevauchent et le calcul ne prend pas en compte les sans papiers, les sans-abri et les personnes en institution. Il y a vraiment de quoi être inquiet. »

Trois Bruxellois sur dix n'ont pas de contacts sociaux hebdomadaires

Je sors peu car tout est cher, même les petites activités », déplore Nadia. Son appartement de Saint-Josse, c'est son nid mais aussi sa prison. Et pas seulement pour des raisons économiques. « Je ne peux pas laisser les enfants et sortir, explique cette maman solo. Donc, je reste avec

eux. » Un contraste avec son pays d'origine où sa famille et ses parents lui permettaient de conserver une vie sociale. « Alors, on reste entre nous », soupire la maman, tandis que ses garçons confirment aller très rarement chez leurs amis. Ce sentiment de solitude,

L'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale a tenté de le quantifier pour la première fois, sur base des données disponibles. Celles de 2022 montrent que 6 % des Bruxellois n'ont aucun contact mensuel avec des amis ou des membres de leur famille ne vivant pas